



# 1

## L'Europe en 1913 : une suprématie incontestable ?

Un tel sujet de début de première année (qui ne peut, en l'état, probablement pas tomber au concours) invite à prendre certains réflexes d'analyse pour ne pas s'égarer et/ou réciter son cours sans ordre, ni logique.

1. Il faut bien expliciter les termes du sujet, analyser avec précision leur sens et bien repérer leur polysémie, source de questionnements essentiels. Ainsi, parler de l'Europe en 1913 doit immédiatement conduire à poser la question de la pertinence de cette désignation géographique. En effet, le terme désigne aussi bien le continent européen pris comme un ensemble cohérent, mais également comme la somme des États hétérogènes et distincts qui le composent. Dès lors, le sujet porte-t-il sur la suprématie de l'Europe ou celle des États européens ? Bien évidemment les deux. Cela doit devenir un réflexe constant de l'analyse de toujours interroger la polysémie des désignations géographiques.
2. Il faut aussi bien faire attention aux mots du sujet et tenter, autant que faire se peut, de jouer avec ceux-ci. Le mot « incontestable » est en ce sens exemplaire : d'un côté, la suprématie peut être incontestable, si elle n'est pas contestée, c'est-à-dire si elle ne fait l'objet d'aucune contestation. D'un autre côté, on peut aussi l'interpréter comme une suprématie qui ne serait pas contestable, car absolue, sans rivale, écrasante... Autrement dit, voici un terme courant (qui n'est pas un mot du cours) et qui est pourtant essentiel à la problématisation comme à l'exploration de tous les sens que peut recouvrir un tel sujet. C'est aussi ce terme qui peut amener à jouer avec les mots pour mieux construire un plan pertinent.

## Introduction

En 1896, à Adoua, les Italiens subissent une lourde défaite face aux armées éthiopiennes de Ménélik II. En cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont les premiers Européens à être vaincus par un peuple africain alors même que, sur le reste du continent, les autres nations européennes semblent exercer une indiscutable suprématie. En ce sens, à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, peut-on vraiment dire que la suprématie européenne est incontestable ?

De toute évidence, l'Europe de 1913 exerce une indéniable suprématie sur le monde dans la mesure où ce continent domine effectivement une majeure partie de l'espace mondial (2/3 des terres sont colonisées ou semi-colonisées) et où en même temps il occupe une position avérée de supériorité dans certains domaines (industriel, technologique, militaire). Pourtant, cette évidente suprématie semble contestable, c'est-à-dire aussi bien discutable que limitée. Car, d'un côté, l'Europe ne forme pas un ensemble unifié et cohérent. L'Europe, c'est la somme des États disparates qui la composent. On y trouve aussi bien de grandes nations industrielles et coloniales (Royaume-Uni, France, Allemagne) que de plus petites (Belgique, Pays Bas, États des Balkans), ou bien encore de grands Empires multi-ethniques hétérogènes et parfois fragiles (Autriche-Hongrie, Russie). D'ailleurs, cette Europe divisée est minée par des tensions internes (sociales et géopolitiques) dont le reste du monde n'est parfois que le champ d'expression. D'un autre côté, le monde ne reste guère passif face à la suprématie européenne : non seulement des peuples soumis s'y opposent de plus en plus (en Asie ou en Afrique), mais plus avant des États nouveaux (comme le Japon ou les États-Unis) parviennent même à rivaliser avec elle. Aussi, dans quelle mesure peut-on vraiment récuser l'idée que l'Europe exerce une suprématie incontestable en 1913 ?

De fait, la suprématie européenne sur le monde est, en maints domaines, indéniable (1). Pourtant, elle demeure *contestable* dans la mesure où le continent européen est hétérogène et divisé et que sa supériorité en est limitée (2). D'ailleurs, cette suprématie est, en ce début de XX<sup>e</sup> siècle, largement *contestée* par des peuples soumis comme par des nations non-européennes de plus en plus conquérantes (3).



**Problématique** : Peut-on vraiment dire que la suprématie européenne sur le monde en 1913 est incontestable, c'est-à-dire qu'elle ne rencontre aucune critique et aucune opposition ? Ou bien cette suprématie avérée est-elle néanmoins contestable, c'est-à-dire limitée et discutable ?

Ou (plus simple) : Dans quelle mesure peut-on contester l'idée que l'Europe exerce une suprématie incontestable en 1913 ?

- I. Une suprématie indéniable : en 1913, l'Europe exerce sur le monde une indéniable suprématie économique et géopolitique**
- A. Une indéniable suprématie industrielle et technologique (2/3 de la production industrielle mondiale, multiplicité des innovations européennes, domination technologique).
  - B. Une indéniable suprématie commerciale, monétaire et financière (85 % des investissements mondiaux, domination financière du Royaume Uni et de la livre sterling, investissements dans les dettes souveraines garantant d'une domination politique comme en Égypte en 1882).
  - C. Une indéniable suprématie militaire et coloniale (domination militaire sur les autres continents depuis les guerres de l'opium en 1842, fondement de la conquête coloniale, parfois violente, comme les Britanniques en Afrique du sud (guerre des Boers 1899-1902), les Allemands en Namibie (1904-1907) ou les Français à Madagascar (1895-1896)).
- II. Une suprématie contestable : Néanmoins cette suprématie est pourtant contestable dans la mesure où l'Europe, continent divisé, affronte nombre de difficultés internes qui limitent sa domination**
- A. Une suprématie économique contestable (1) : certains pays d'Europe sont économiquement et socialement fragiles (Russie, Europe pauvre du Sud et de l'Est encore très rurale).
  - B. Une suprématie géopolitique contestable (2) : la suprématie européenne est le fait uniquement de quelques pays européens (faiblesses extérieures de la Russie, de l'Italie, de l'Espagne, des Balkans en guerre, fragilités de l'Autriche-Hongrie dans ces provinces balkaniques).
  - C. Une suprématie générale contestable (3) : une Europe en proie à la concurrence et aux rivalités internes entre États qui la fragilisent.
- III. Une suprématie contestée : enfin, la suprématie européenne est de plus en plus contestée par le reste du monde**
- A. Les contestations de la suprématie coloniale (naissance des nationalismes indigènes, Guerre des Boers-1899, Révolte des Boxers-1900, développement de colonies non européennes – Formose, Corée, Philippines, Cuba).
  - B. Les contestations de la suprématie industrielle et commerciale (affirmation économique du Japon et surtout des États-Unis).
  - C. Les contestations de la suprématie militaire et géopolitique (Adoua-1896, 1898-États-Unis, 1904-1905-Japon).

### ► Point méthode : Comment on rédige un paragraphe ?

Savoir rédiger un paragraphe est une compétence clé pour la réussite d'une dissertation. Comment faire ? D'abord, tout paragraphe doit s'organiser et commencer par une idée, c'est-à-dire une phrase qui réponde exactement et de façon logique à la problématique que vous avez vous-même posée. Ensuite, le reste du paragraphe doit être organisé dans le but de démontrer cette idée par des explications mais aussi et surtout par des faits, des chiffres, des exemples qui viennent démontrer votre idée. C'est alors que la précision de votre érudition peut faire la différence si, et seulement si, elle est mobilisée dans le but d'illustrer votre propos. Enfin, terminer votre paragraphe par une transition, c'est-à-dire par une ou plusieurs phrases qui montrent comment vous passez d'une idée à l'autre, d'un paragraphe à l'autre.

### ► Rédaction d'un paragraphe

#### *Exemple : II. A. Une suprématie économique contestable*

La suprématie économique de l'Europe est contestable d'abord parce qu'elle est loin d'être uniforme. En effet, si l'Europe dans son ensemble est le cœur de l'économie mondiale (52 % de la production industrielle mondiale en 1913), en revanche parmi les pays qui la composent, nombreux sont ceux qui affrontent des difficultés. D'un point de vue industriel, l'Europe du Sud et de l'Est est bien plus rurale et pauvre que celle de l'Ouest. C'est d'ailleurs ce qui explique l'immigration massive des Italiens, des Polonais, ou des Russes qui fuient la misère pour l'Amérique à compter des années 1890. À cet égard, même si elle connaît les taux de croissance les plus forts du début du XX<sup>e</sup> siècle (autour de 6 % par an entre 1900 et 1913), la Russie est encore loin d'apparaître comme une puissance industrielle dominante (moins de 6 % de la production industrielle mondiale en 1913). La société russe est composée de 82 % de moujiks pauvres, au faible niveau de vie. Sur le plan financier et commercial aussi, la suprématie de l'ensemble de l'Europe est contestable. La Russie, l'Italie, ou même les nouveaux États des Balkans, telle la Serbie, sont des pays déficitaires et donc dépendants de l'Europe de l'Ouest aussi bien sur le plan commercial que financier. Enfin, nombre de ces pays sont minés par des tensions sociales croissantes qui les fragilisent. En témoigne une Russie ébranlée par l'agitation sociale et politique (notamment du fait des anarchistes ou des groupes clandestins du POSDR, dont les bolcheviks de Lénine) et qui faillit basculer dans la révolution en 1905 (Dimanche Rouge) après sa lourde défaite contre le Japon. En ce sens, parler d'une suprématie économique de toute l'Europe est largement contestable. C'est également le cas sur le plan géopolitique.

## 2

# 1929-1939 : le monde industrialisé face aux crises

Voici un sujet qui exige de la précision dans l'analyse pour être bien compris.

1. D'abord, il faut bien saisir le sens de l'expression « face à », qui est assez courante dans les sujets de dissertation. En général, elle invite à réfléchir à la façon dont un acteur ou un espace réagit, s'adapte, se transforme, se recompose lorsqu'il est confronté à un ou des phénomènes. Ici, il s'agit non de raconter son cours sur la crise dans les pays industrialisés, mais de bien se focaliser sur la façon dont ils ont réagi, c'est-à-dire sur les actions menées pour faire face aux difficultés
2. Ensuite, comme toujours, il est essentiel de bien cerner la polysémie, la multiplicité des espaces et des sens des termes employés. D'un côté, « le monde industrialisé » est une expression qui recouvre des situations bien différentes et dont le seul point commun est qu'on en exclut les colonies et les espaces périphériques de la mondialisation. Lui appartient donc aussi bien les démocraties européennes et les États-Unis que les régimes totalitaires, URSS, Allemagne nazie, Japon, Italie fasciste. D'un autre côté, le pluriel de « crises » suggère de réfléchir aux réactions de ces différents États non seulement à la crise économique de 1929, mais aussi à ses effets sociaux, politiques ou géopolitiques, et donc aux autres crises qu'elle a induites.

En définitive, un tel sujet invite à réfléchir à la diversité des attitudes des États de ce monde industrialisé face aux crises des années 1930 ainsi qu'aux effets retours de ces réactions sur l'enchaînement des crises ayant conduit à la guerre.

## Introduction (sans annonce de plan)

« Vous aviez à choisir entre la guerre et le déshonneur ; vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. » C'est en ces termes que Winston Churchill fustigeait l'attitude de la France et de l'Angleterre face aux exigences hitlériennes au lendemain de la conférence de Munich de septembre 1938. Et un an plus tard, la guerre européenne éclatait effectivement. Or, cette attitude des démocraties face à la crise géopolitique qui les frappe s'explique largement par la réaction qu'elles ont eue face aux crises économiques, politiques et sociales qui les ont déstabilisées dans les années 1930. De fait, entre 1929 et 1939, comment le monde industrialisé, (c'est-à-dire celui constitué des puissances industrielles dominant l'économie-monde) a-t-il réagi face aux multiples crises enchevêtrées qui l'ont conduit à la guerre ?

Le monde industrialisé des années 1930 est un monde divisé. Entre démocraties et régimes autoritaires, entre nations vaincues et puissances coloniales victorieuses, entre libéralisme, communisme et fascisme, l'ensemble de ces pays, qui ont connu la seconde révolution industrielle, est traversé par de multiples fractures politiques et idéologiques. Tandis que les conflits interétatiques se multiplient et donnent déjà lieu à des guerres (notamment en Extrême-Orient dès 1931), les États sont déchirés par des guerres civiles larvées (en France) ou ouvertes (comme en Espagne). C'est par conséquent un monde ébranlé qui bascule dans la guerre à la fin de la décennie. Or, cet ébranlement résulte en grande partie des attitudes qu'ont adoptées les principales nations industrialisées d'Europe (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, URSS), d'Amérique (États-Unis) ou d'Asie (Japon) face à l'enchaînement de crises qui les ont frappées depuis 1929. En effet, la crise économique américaine déclenchée par l'effondrement boursier de Wall Street s'est rapidement diffusée à l'ensemble de la planète (à l'exception de l'URSS) et s'est muée en une crise sociale, puis politique et enfin géopolitique. Et face à ces crises, ce sont les réactions contradictoires et non coopératives des différents États qui ont conduit, par un cheminement complexe, les tensions issues de la catastrophe économique à se résoudre par la guerre. À cet égard, l'opposition entre les politiques menées par les États démocratiques et totalitaires constitue une clé de lecture essentielle. Dès lors, en quoi la divergence des attitudes et des actions menées par les pays industrialisés face à la crise économique est-elle à la source de la crise géopolitique mondiale de 1939 ?

Pour ce sujet, comme d'ailleurs pour tous les sujets, plusieurs plans sont possibles. Ici, on peut soit construire une réflexion autour de la diversité des réactions (et notamment l'opposition entre démocraties et régimes autoritaires et/ou totalitaires), soit davantage axer la réflexion autour des réactions variables à l'enchaînement des crises induites par celle de 1929. D'où les deux suggestions de plans qui suivent. Au total, d'ailleurs, quel que soit le plan adopté, on finit pourtant par employer les mêmes arguments ou presque.

 **Plan 1****I. Les démocraties industrielles face à la crise économique et sociale**

- A. Des politiques déflationnistes facteurs d'aggravation de la crise.
- B. L'invention du keynésianisme.
- C. La crise sociale et les prémices de l'État-Providence.
- D. Du protectionnisme au repli colonial : l'affirmation des égoïsmes nationaux.

**II. Les régimes totalitaires face à la crise économique et sociale**

- A. L'économie de guerre en temps de paix : autarcie, réarmement et expansionnisme.
- B. L'invention de la société totalitaire.
- C. L'exception soviétique.

**III. Démocraties et régimes autoritaires dans la crise internationale**

- A. Les régimes totalitaires face aux démocraties : le jeu des coups de force.
- B. Les démocraties face aux régimes totalitaires : apaisement et isolationnisme.
- C. 1939 : de la crise internationale à la guerre mondiale.

 **Plan 2****I. Le monde industrialisé face à la crise économique**

- A. Des politiques déflationnistes facteurs d'aggravation de la crise.
- B. L'invention du keynésianisme.
- C. L'économie de guerre en temps de paix : autarcie, réarmement et expansionnisme.
- D. L'exception soviétique.

**II. Le monde industrialisé face à la crise sociale**

- A. La crise sociale et les prémices de l'État-Providence.
- B. Du protectionnisme au repli colonial : l'affirmation des égoïsmes nationaux.
- C. L'invention de la société totalitaire.

**III. Le monde industrialisé face à la crise internationale**

- A. Les régimes totalitaires face aux démocraties : le jeu des coups de force.
- B. Les démocraties face aux régimes totalitaires : guerres civiles, apaisement et isolationnisme.
- C. 1939 : de la crise internationale à la guerre mondiale.

## Plan 1. Corrigé de la 1<sup>re</sup> partie

### *Les démocraties industrielles face à la crise économique et sociale*

Voici un exemple de partie entièrement corrigée. En la lisant, repérer ce qui est de l'ordre de l'argumentation (idées, transitions, conclusions) et ce qui relève de la démonstration par l'érudition (faits, chiffres, exemples).

La réaction des dirigeants des démocraties face à la crise a notablement divergé de celles des dictateurs qui leur ont succédé ou qui leur étaient contemporains. Elles ont également grandement évolué tout au long des années 1930 et se sont progressivement adaptées aux nouvelles conditions créées par l'effondrement économique. Bien sûr, entre la république présidentielle américaine, la monarchie constitutionnelle anglaise et les républiques parlementaires française ou allemande (Weimar jusqu'en 1933), les actions publiques n'ont été menées ni aux mêmes rythmes, ni surtout selon les mêmes principes. Néanmoins, elles ont été notablement convergentes.

Dès le déclenchement de la crise, les principaux gouvernements démocratiques ont presque tous réagi de la même façon par des politiques déflationnistes. Formées à l'aune du libéralisme walrassien du XIX<sup>e</sup> siècle selon lequel les marchés reviennent mécaniquement et naturellement à une position d'équilibre, les élites politiques ont adopté des attitudes de laisser-faire : une fois passée la nécessaire correction des déséquilibres, ils espéraient voir l'économie se rétablir d'elle-même. À l'image de Hoover, président des États-Unis en 1929, qui promettait que « la prospérité était au coin de la rue » à l'heure où les banques et les usines fermaient les unes après les autres. Même s'il prit certaines mesures pré-keynésiennes, Hoover n'en a pas moins défendu les principes de l'orthodoxie libérale en refusant de légiférer en matière bancaire ou en tentant de maintenir l'équilibre budgétaire par la réduction des dépenses publiques. Ce fut aussi l'attitude adoptée par les derniers gouvernements allemands de la république de Weimar (Brüning), comme par le gouvernement de Pierre Laval en France (1935). Ce dernier a augmenté les impôts et amputé les salaires des fonctionnaires de 10 %, tout en maintenant la politique du franc fort. Résultats : aussi bien en France, qu'en Allemagne ou aux États-Unis, la spirale déflationniste s'est aggravée au même titre d'ailleurs que le déficit budgétaire qu'il s'agissait justement de combattre (il passe en France de 2 % du PIB en 1935 à 4 % en 1936). De fait, ce sont bien l'incapacité à enrayer la crise et les maladroites des derniers gouvernements allemands de la république de Weimar qui expliquent en partie l'ascension électorale du NSDAP de 1930 à 1932.

Aussi, face à l'échec de ces politiques déflationnistes initiales, les dirigeants des régimes démocratiques ont essayé d'autres solutions : des politiques de relance par la consommation et la dépense publique (théorisées par Keynes en 1936). Dès novembre